

Suit la liste des bills C-101 à C-108 puis l'annonce précise:

Les individus et les organismes qui désirent soumettre des mémoires à ces sujets peuvent le faire . . .

Nous avons eu raison, les événements le prouvent. Nous avons pu faire examiner en comité les divers éléments du bill C-94 après en avoir fait enlever les dispositions concernant l'imposition. Cela a permis de renvoyer les autres parties du bill au comité permanent qui pourra entendre des témoins. Cette annonce prouve que nous avons eu raison d'agir ainsi. Le public doit savoir que le bill à l'étude pose les mêmes problèmes et qu'il peut échapper à l'examen d'un comité permanent parce qu'il contient des mesures d'imposition. Les quatre bills prévoyant des pouvoirs d'emprunt qu'on nous a présentés récemment ont été renvoyés au comité permanent où ils ont été examinés en détail. Cela a permis à la Chambre de convoquer des témoins pour discuter de la politique gouvernementale d'emprunt et de financement au moyen de titres de dette. La facture de ce bill d'autorisation d'emprunt crée un piètre précédent et de ce fait est vraiment regrettable.

Dans le rapport de la Commission royale d'enquête Lambert sur la gestion financière et l'imputabilité, on trouve la déclaration que voici:

Aux États-Unis, on voit dans l'importance du déficit un sujet de vive préoccupation. M. Arthur Burns, ancien président du Federal Reserve Board, traitant récemment de la question lors d'une conférence à l'Université de Georgetown déclarait . . .

« . . . c'est surtout à la persistance de déficits considérables dans nos finances fédérales qu'on doit attribuer l'inflation marquée qui a commencé à sévir dans le pays vers le milieu des années 60 ».

● (1650)

Ce sont les déficits énormes qui sont principalement à l'origine de notre inflation grave. Il existe un contraste frappant entre l'anxiété que suscite l'accroissement du déficit budgétaire et la réaction de notre premier ministre, lequel semble de toute évidence considérer que le déficit n'est rien d'autre qu'un poste de la comptabilité. Il n'est guère étonnant que l'économie de notre pays soit en lambeaux, puisqu'elle est dirigée de manière désinvolte par un homme qui n'a jamais eu l'occasion de goûter aux délices et à l'hilarité du monde du travail. Tout exploitant agricole, tout propriétaire ou gérant d'un petit magasin de campagne comme ceux que nous avons dans ma ville natale de Kaleden, tout plombier et mécanicien, les millions de maîtresses de maison spoliées, tous essaient de boucler leur budget malgré l'augmentation incessante du prix des produits alimentaires, du logement et des vêtements.

Monsieur l'Orateur, la population laborieuse de notre pays, qui représente le nerf de notre économie et qui est le sel de la terre, aurait pu dire au premier ministre qu'en dépensant plus qu'on ne gagne on finit tôt ou tard par avoir des ennuis. Même le Canada, aussi riche en ressources et en talents soit-il, ne peut pas remettre indéfiniment le jour où il faudra rendre des comptes. Le premier ministre aura beau dire que tout se passe dans l'univers comme c'est écrit, cela ne protège pas nos concitoyens des réalités de la vie et de l'économie. Nos concitoyens ressentent les répercussions de la négligence presque criminelle

L'impôt—Loi

qu'ont commise, à l'égard des principes économiques, le premier ministre et sa coterie fidèle de suivants, tellement obnubilés par la vision du pouvoir et de l'influence, ou attendant seulement un signe approbateur de leur chef, qu'ils sont apparemment prêts à mettre notre pays en danger.

Mlle Nicholson: Monsieur l'Orateur, j'ai peut-être mal compris ce qu'a dit le député, mais j'ai eu l'impression qu'il prêtait des intentions aux députés, ce qui, je pense, est contraire au Règlement.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): La présidence prend note des remarques formulées par le député de Trinity (M^{lle} Nicholson) et va écouter les observations du député de Okanagan-Similkameen (M. King); toutefois, celui-ci peut déjà en tenir compte et agir en conséquence.

M. King: Monsieur l'Orateur, je n'ai nullement l'intention de faire des remarques susceptibles de blesser la sensibilité de quiconque, car je sais que cela n'arrive jamais à la Chambre.

C'est ce principe du «au diable le pays» qui aboutit aux statistiques inévitables et préjudiciables concernant l'inflation, le chômage, les faillites et les centaines de milliers de tragédies personnelles qui frappent les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. C'est à cause de la politique passée et présente du gouvernement libéral que les Canadiens perdent leur maison, parce qu'il ne peuvent pas faire face aux taux d'intérêt élevés qu'exigent les organismes de prêt, conséquence directe des excès du gouvernement, avec un grand «E». Ce sont les excès de la politique libérale, passés et présents, qui obligent les Canadiens à renoncer à leur exploitation agricole ou à leur petite entreprise. C'est à cause des échecs et de la négligence, passée et présente, de la politique du gouvernement libéral, qu'il y a 1.5 million de chômeurs au Canada. C'est une série d'échecs dramatiques que le gouvernement actuel a légué aux Canadiens, qui méritent beaucoup mieux.

L'urgence de la situation peut continuer d'échapper au premier ministre du Canada, mais les Canadiens savent qui blâmer. Au cas où les députés d'en face n'auraient pas compris, permettez-moi de répéter pour bien insister: les Canadiens savent que le désastre économique devant lequel ils se trouvent s'explique par le fait que les députés libéraux de l'arrière-plan n'ont pas su se battre pour les choses qu'ils savent souhaitables et essentielles dans une société juste et honorable. Les députés d'en face devraient se regarder dans le blanc des yeux et s'avouer, comme l'a fait Pogo: «J'ai vu l'ennemi, et c'est nous».

En vue de détourner la colère et l'attention du public, le ministre des Finances insiste énormément sur sa prétendue lutte contre l'inflation. La façon de réduire les taux d'intérêt usuraires consiste, dit-il, à combattre l'inflation; et nous sommes d'accord avec lui sur ce point. Il voudrait que les Canadiens croient qu'il s'est sérieusement engagé à mener une telle campagne. Pourtant, lorsqu'on examine la nature et les causes de l'inflation, telle que l'a définie Arthur Burns lorsqu'il a dit que «la persistance de déficits importants dans nos finances fédérales est la principale cause de l'inflation galopante . . . qui sévit au pays». On peut également voir pourquoi le ministre ne peut espérer des Canadiens qu'ils le prennent au sérieux lorsque le taux d'inflation qu'il veut supposément rabaisser augmente à cause des emprunts et des dépenses de ce gouvernement, qu'il appuie sans réserve.